

# Enseignement supérieur : la guerre secrète de deux clubs

Le groupe « Vernant » accuse le groupe « Marc Bloch » d'avoir verrouillé les postes-clés pour promouvoir une vision managériale de l'université

## Récit

Tous les mois, ou presque, la cinquantaine d'adhésifs à la liste de diffusion « Marc Bloch » reçoit son invitation avec un ordre du jour et un lieu de rendez-vous. Le nomadisme de ce collectif secret est un gage de discrétion. Ses membres se réunissent dans un foyer du Crous, une grande école ou une université. Le scénario est chaque fois le même : un exposé suivi d'un débat. Les problèmes évoqués vont de la formation continue aux compétences élargies des universités, en passant par le développement de l'apprentissage. Le seul week-end complet de travail qu'ils ont organisé a eu lieu à la faculté de médecine de Paris-Descartes.

« Je ne suis d'aucune faction et je sélectionne mes collaborateurs sur leurs compétences », assure M<sup>me</sup> Fioraso

« *En général, nous sommes une vingtaine* explique un membre sous couvert d'anonymat. Notre club réunit des gens qui ont des responsabilités dans la gestion de l'enseignement supérieur et veulent penser les nécessaires évolutions. »

Réfléchi ? Ce n'est pas ce que leur reproche le camp d'en face... Le tout aussi secret groupe « Jean-Pierre Vernant » – du nom d'un autre historien – les accuse de verrouiller tous les postes de décision pour imposer une vision monolithique et managériale de l'université. Certains, favorables à la loi sur l'autonomie de 2007, la « LRU », étaient déjà aux manettes sous la droite. Ils auraient ensuite été les architectes de la loi d'orientation de Geneviève Fioraso et se partageraient les places pour contrôler l'évolution de l'université.

« *L'appartenance au groupe Marc Bloch de membres d'exécutifs rressés ne fait plus mystère*, lit-on dans une note de blog du 22 avril du groupe Vernant. *Pour ne prendre qu'un exemple, l'architecte de ces COMUE (les regroupements d'établissements) est Jean-Yves Mériandol, récemment parachuté à la tête de Sorbonne Paris-Cité. Ce regroupement comprend des établissements dirigés ou ayant été dirigés par les membres les plus influents de ce lobby : Vincent Berger (Paris-Diderot), Axel Kahn (Paris-Descartes) et Jean-Loup Salzmann (Paris-XIII-Nord).* » L'appartenance de ces derniers à « Marc Bloch » est confirmée par deux membres du groupe.

En fait, ces deux groupes se livrent une drôle de guerre. Aux attaques répétées des « Vernant », les « Bloch » opposent le silence. Leur blog n'est plus alimenté depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Même quand les hostilités ont monté d'un cran et que le groupe Vernant a relayé la pétition du 4 avril – signée par 11 000 univer-

sitaires mécontents de la politique menée par Geneviève Fioraso depuis 2012 –, ils n'ont pas bougé.

La secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur, qui ne nie pas l'existence du groupe – elle reçoit d'ailleurs certains de ses membres mardi 29 avril –, estime que, comme les pétitionnaires, les « Vernant » ne voulaient pas qu'elle fasse partie du gouvernement Valls. Quant à l'accusation d'avoir placé les « Bloch » à tous les postes-clés, M<sup>me</sup> Fioraso « refuse d'entrer dans ce débat médiocre » et précise que certains de ses « conseillers appartienent à Terra Nova, à l'UNEF... » « *Pendant très peu de temps, j'ai eu dans mon cabinet quelqu'un appartenant à Terra Nova, à "Marc Bloch". Aujourd'hui, il n'y a personne de ce groupe. Je ne suis d'aucune faction et je sélectionne mes collaborateurs sur leurs compétences* », assure-t-elle, avant d'ajouter que « *la vie n'est pas un complot* ».

Laurent Bouvet, classé à gauche, qui n'appartient à aucun de ces deux groupes mais observe depuis son poste de professeur de sciences politiques à l'université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, estime que « *le groupe Marc Bloch a effectivement mis en place une stratégie d'influence qui a bien fonctionné* ». Si l'on prend les mises en cause de « Vernant », on comprend le sens de l'accusation de « *noyautage* » : M. Berger est devenu conseiller de François Hollande. Après avoir occupé ce même poste, Jean-Yves Mériandol a pris la tête de Sorbonne Paris-Cité. M. Salzmann, qui n'a pas répondu à nos sollicitations, est président de la Conférence des présidents d'université (CPU). Les réunions du groupe sont animées par Patrick Fridenson, de l'IEHSS, lequel a été missionné en janvier par M<sup>me</sup> Fioraso pour réfléchir à l'insertion des docteurs. Ce dernier, qui ne s'estime pas autorisé à parler pour le groupe, a fait savoir au Monde que « *ce qui est imputé au groupe Bloch est à moitié de titre* ». Un autre membre qui a accepté de répondre s'il n'était pas cité « *réfute cette idée de verrouillage des postes-clés* ». « *D'ailleurs, vous me citez des gens qui ont été élus et non nommés* », ajoute-t-il.

Les « Bloch » ont-ils des postes stratégiques parce qu'ils font partie de ce groupe et qu'ils ont une vision « managériale » de l'université, comme le pensent les « Vernant » ? Ou, au contraire, parce qu'ils ont une réflexion plus aboutie sur l'avenir de l'université ? Ces liens entre les décideurs de l'université française seront peut-être bientôt plus clairs. Le séminaire « Politiques des sciences » de l'IEHSS, qui travaille sur l'émergence de nouveaux rapports sociaux dans l'université, a en effet constitué une base de données de près de 5 000 noms pour « *observer les trajectoires des décideurs, comprendre où sont les vrais lieux de pouvoir, comment les gens circulent d'un groupe à un autre* », explique Christian Topalov, directeur d'études. Pour le chercheur, l'origine de

Quand le président a choisi de reconduire M<sup>me</sup> Fioraso, il savait tout cela. Mais il fallait une femme, une femme prête à troquer son maroquin de ministre contre un titre de secrétaire d'Etat et, surtout, à poursuivre la même politique : il n'était pas question de revenir sur l'autonomie instaurée en 2007 et remaniée en 2013.

## Quelques réformes

C'est sans doute ce qui a empêché Isabelle This Saint-Jean, dont le nom circulait, de reprendre le baïl de la rue Descartes. L'universitaire restée marquée par son rôle dans la mobilisation des enseignants-chercheurs de 2009. Du reste, le bilan de M<sup>me</sup> Fioraso pouvait rassurer



Une partie des opposants à la politique de Geneviève Fioraso se sont réunis, lundi 28 avril, à l'IEHSS, à Paris. JULIEN MUGET/IPS POUR L'EUROPE

« Marc Bloch » est à chercher du côté de la Conférence des présidents d'université.

De l'avis général, l'initiative de sa constitution revient à Jean-Loup Salzmann, président de Paris-XIII-Nord. Avec Vincent Berger (alors président de Paris-Diderot), Lionel Collet (lyon-1-Claude-Bernard), Jean-Yves Mériandol (ENS Cachan) et quelques autres, ils décident de préparer le retour de la gauche, en

La bataille entre les deux groupes met au jour deux conceptions antagonistes du supérieur

« Nos fonctions requerraient un droit de réserve que la signature Marc Bloch nous permettait de respecter », confie l'un d'eux.

Au départ, le groupe s'appelait « les 59 ». Patrick Heitzel, aujourd'hui député UMP, se souvient de sa surprise, le 4 juillet 2011, à la lecture des Echos. « *Il y avait une tribune d'un mystérieux groupe Marc Bloch*, raconte celui qui, à l'époque, était directeur de l'enseignement supérieur. Au conseil national de

l'enseignement supérieur qui a suivi, chacun regardait son voisin en demandant qui en faisait partie... Le groupe se disait composé de 59 présidents d'université, directeurs d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche et hauts fonctionnaires, cela faisait du monde. » Deux noms émergent rapidement : Lionel Collet et Axel Kahn. L'agence éducation et formation

M. Hollande. En deux ans, elle a réussi à mener quelques réformes, certes modestes, sans jeter la foule dans la rue.

Le vent tournerait-il ? Pascale Laborier et Marie-Laure Basilien, les deux universitaires qui ont écrit le texte de la pétition début avril font vivre l'opposition (une page Facebook créée, bientôt un site Web, un événement peut-être en juin). Les réseaux qui, en 2009, s'étaient mobilisés, en vain, contre la réforme du statut d'enseignant-chercheur reprennent contact. Mais le vrai risque est ailleurs. Comme toujours, le pouvoir craint de voir les étudiants descendre dans la rue. Leur manque d'enthousiasme à soutenir leurs pro-

(AFP) Les mentionne début 2012 comme porte-parole. Ils ne démentent pas, même si M. Kahn refuse aujourd'hui cette appartenance.

Les « Vernant », eux, sont « 59 universitaires des établissements franciliens farouchement opposés aux projets de regroupements prévus en Ile-de-France ». Ils se sont rassemblés en janvier 2014, dans un groupe baptisé « Collectif pour une université confédérale, réseau Abé-lard ». A l'origine, c'est « un petit groupe d'une trentaine de personnes travaillant à Paris-Diderot, issu d'activités datant du mouvement de 2009 », dit l'un d'eux.

Ils sont préoccupés par la politique de rapprochement des universités menée par la ministre, notamment en Ile-de-France où ils sont en poste. Tous sont « en faveur d'une confédération universitaire » et non de fusions. Dans un premier temps, ils lancent une pétition que de nombreux universitaires franciliens signent. Le 9 février, ils tweetent leur premier message : « *Eh bien grain de sable que les plus lourds engins écrasent tout sur leur passage, ne réussissent pas à briser* ». La phrase est de Jean-Pierre Vernant. Le message est clair : la base contre l'élite. Les enseignants-chercheurs contre les managériants « Vernant », c'est l'autre « Bloch ».

Cette opposition met au jour deux conceptions antagonistes de l'enseignement supérieur, preuve pour certains que la gauche française reste divisée sur le sujet. Elle peut aussi s'interpréter comme une résurgence de la ligne de front qui, en 2009, a opposé les universitaires – de base – et les présidents d'université. ■

MARTINE BAUMARD

tesseurs, en 2009, avait joué un grand rôle dans l'issue du conflit. Or, M<sup>me</sup> Fioraso survole l'humeur étudiante comme le lait sur le feu.

Elle les consulte, le matin. La nomination de Benoît Hamon à la tête du grand ministère apparaît comme une garantie supplémentaire pour l'UNEF. Le ministre exerce une certaine influence sur les anciens du syndicat étudiant. Il a en outre prouvé, durant l'affaire Leonarda, qu'il savait parler aux associations de jeunesse. A peine arrivé, il précisait aux étudiants qu'il n'augmenterait pas les droits d'inscription... Un parti pris qui diminue d'autant le « risque Fioraso ». ■

BENOÎT FLOC'H

## Au cœur de la fronde, les communautés d'universités

C'EST PEUT-ÊTRE son dernier combat. Et malgré sa « fatigue », sa « lassitude » et une « certaine résignation » après un long tunnel de réformes, la communauté universitaire veut le mener jusqu'au bout. Lundi 28 avril, une partie des opposants à Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche, ont débattu pendant quatre heures d'un sujet brûlant pour les établissements : la création de communautés d'universités et d'établissements (Commue). L'un des objectifs de la loi votée en juillet 2013 est de simplifier l'organisation des établissements et de passer de 150 contrats à une trentaine. Pour ce faire, les universités peuvent fusionner, s'associer ou créer une Commue.

Le principe de l'association est plutôt prévu pour des regroupements de grande taille, comme à Strasbourg ou pour de petits établissements relevant d'autres ministères. Dans tous les autres cas, le ministre estime que lorsqu'il n'y a rien de justifié que l'un des établissements membres joue le rôle de chef de file, la meilleure solution est celle de la Commue. D'ores et déjà, il a prévu que sur les vingt-sept ex-PRES (pôle de recherche et d'enseignement supérieur), dix-sept doivent se transformer en Commue d'ici juillet. Objectif : s'accorder sur l'offre de formation et pourquoil pas mutualiser les moyens dans les domaines numériques, international...

A la manoeuvre pour dénoncer les Commue : le groupe Jean-Pierre Vernant, qui regroupe une cinquantaine d'enseignants-chercheurs. Ce lobby défend avec vigueur le modèle de l'association pour la région Ile-de-France. Selon Bruno Andreotti, professeur à Paris-VII et membre de ce groupe, qui a animé une partie de la soirée, « *il ne s'agit rien moins que de placer l'ensemble des décisions importantes en matière de budget, de formation et de recherche hors de portée des universités proprement dites, de leurs personnels et de leurs étudiants, pour les remettre entre les mains d'une poignée de décideurs au sommet d'une nouvelle couche du millefeuille du supérieur* ». En cause aussi, le man-

que de démocratie de cette structure qui empêche tout contre-pouvoir. De fait, le scrutin direct pour désigner les représentants des établissements au conseil d'administration a été supprimé par un amendement adopté en catimini lors du vote de la loi sur l'agriculture. Toute représentation minoritaire est ainsi éliminée.

### « Alors on disparaîtra »

Plus généralement, les enseignants-chercheurs dénoncent le « chantage » exercé par le ministre pour que les universités choisissent la Commue. Comme s'il n'y avait pas d'alternative. Commue à Paris-VIII par exemple, qui discute avec Paris-X-Nanterre. « *On nous dit : si on fait une association, il nous faut un chef de file et, dans ce cas, nous allons être mangés par Nanterre*, relate Jean-Louis Pourriel, ancien président de Sauvons l'université et professeur à Paris-VIII. Et si on ne fait pas de Commue, alors on disparaîtra car nous n'avons pas d'argent du ministère... » Partout, les opposants à cette nouvelle gouvernance, les enseignants-chercheurs tentent de mobiliser leurs collègues. Des assemblées générales sont prévues, des pétitions sont lancées.

« *Le combat sur la Commue est le plus important, après on phle les gaules et on a perdu*, lâche Jean-Pierre Fournel. Il faut convaincre que si on laisse passer la Commue, on n'a plus qu'à aller cultiver son jardin. » Pour un autre universitaire, si les Commue passent « *alors là, on sera vraiment fichu* ».

Sur ce sujet brûlant, il a été beaucoup question au cours de cette soirée du groupe Marc Bloch, critiqué pour « truster » les postes-clés dans le supérieur. L'un des exemples de cette endogamie est l'Institut, selon eux, avec l'ex-PRES Sorbonne-Paris-Cité (qui regroupent notamment Paris-III, V, VII et XIII) présidé par Jean-Yves Mériandol, ex-conseiller enseignement supérieur de l'Ellysée, et remplacé à ce poste par Vincent Berger, ex-président de Paris-VII. Sans compter Jean-Loup Salzmann, président de Paris-XIII et de la Conférence des présidents d'université et l'un des initiateurs de ce groupe. ■

MATHAÏE BRAFFMAN

# Enseignement supérieur : la guerre secrète de deux clubs

Le groupe « Vernant » accuse le groupe « Marc Bloch » d'avoir verrouillé les postes-clés pour promouvoir une vision managériale de l'université

## Récit

Tous les mois, ou presque, la cinquantaine d'abonnés à la liste de diffusion « Marc Bloch » reçoit son invitation avec un ordre du jour et un lieu de rendez-vous. Le nomadisme de ce collectif secret est un gage de discrétion. Ses membres se réunissent dans un foyer du Crous, une grande école ou une université. Le scénario est chaque fois le même : un exposé suivi d'un débat. Les problèmes évoqués vont de la formation continue aux compétences élargies des universités, en passant par le développement de l'apprentissage. Le seul week-end complet de travail qu'ils ont organisé a eu lieu à la faculté de médecine de Paris-Descartes.

## « Je ne suis d'aucune faction et je sélectionne mes collaborateurs sur leurs compétences », assure M<sup>me</sup> Fioraso

« En général, nous sommes une vingtaine, explique un membre sous couvert d'anonymat. Notre club réunit des gens qui ont des responsabilités dans la gestion de l'enseignement supérieur et veulent penser les nécessaires évolutions. »

Réfléchit ? Ce n'est pas ce que leur reproche le camp d'en face... Le tout aussi secret groupe « Jean-Pierre Vernant » – du nom d'un autre historien – les accuse de verrouiller tous les postes de décision pour imposer une vision monolithique et managériale de l'université. Certains, favorables à la loi sur l'autonomie de 2007, la « LRU », étaient déjà aux manettes sous la droite. Ils auraient ensuite été les architectes de la loi d'orientation de Geneviève Fioraso et se partageraient les places pour contrôler l'évolution de l'université.

« L'appartenance au groupe Marc Bloch de membres d'exécutifs rressés ne fait plus mystère. Il y a dans une note de blog du 22 avril du groupe Vernant. Pour ne prendre qu'un exemple, l'architecte de ces ComUE (les regroupements d'établissements)/est-jean-Yves Méridol, récemment parachuté à la tête de Sorbonne Paris-Cité. Ce regroupement comprend des établissements dirigés ou ayant été dirigés par les membres les plus influents de ce lobby : Vincent Berger (Paris-Diderot), Axel Kahn (Paris-Descartes) et Jean-Loup Salzman (Paris-XIII-Nord). » L'appartenance de ces derniers à « Marc Bloch » est confirmée par deux membres du groupe.

En fait, ces deux groupes se livrent une drôle de guerre. Aux attaques répétées des « Vernant », les « Bloch » opposent le silence. Leur blog n'est plus alimenté depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Même quand les hostilités ont monté d'un cran et que le groupe Vernant a relayé la pétition du 4 avril – signée par 11 000 univer-

sitaires mécontents de la politique menée par Geneviève Fioraso depuis 2012 –, ils n'ont pas bougé.

La secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur, qui ne nie pas l'existence du groupe – elle reçoit mardi 29 avril –, estime que, comme les pétitionnaires, les « Vernant » ne voulaient pas qu'elle fasse partie du gouvernement Valls. Quant à l'accusation d'avoir placé les « Bloch » à tous les postes-clés, M<sup>me</sup> Fioraso « refuse d'entrer dans ce débat médiocre » et précise que certains de ses « conseillers appartiennent à Terra Nova, à l'UNEF... ». « Pendant très peu de temps, j'ai eu dans mon cabinet quelqu'un appartenant, je crois, à "Marc Bloch". Aujourd'hui, il n'y a personne de ce groupe. Je ne suis d'aucune faction et je sélectionne mes collaborateurs sur leurs compétences », assure-t-elle, avant d'ajouter que « la vie n'est pas un complot ».

Laurent Bouvet, classé à gauche, qui n'appartient à aucun de ces deux groupes mais observe depuis son poste de professeur de sciences politiques à l'université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, estime que « le groupe Marc Bloch a effectivement mis en place une stratégie d'influence qui a bien fonctionné ». Si l'on reprend les mises en cause de « Vernant », on comprend le sens de l'accusation de « nouvoit-ger » : M. Berger est devenu conseiller de François Hollande. Après avoir occupé ce même poste, Jean-Yves Méridol a pris la tête de Sorbonne Paris-Cité. M. Salzman, qui n'a pas répondu à nos sollicitations, est président de la Conférence des présidents d'université (CPU). Les réunions du groupe sont animées par Patrick Fridenson, de l'IEHSS, lequel a été missionné en janvier par M<sup>me</sup> Fioraso pour réfléchir à l'insertion des docteurs. Ce dernier, qui ne s'estime pas autorisé à parler pour le groupe, a fait savoir au Monde que « ce qui est imputé au groupe Bloch est à mourir de rire ». Un autre membre qui a accepté de répondre s'il n'était pas cité « réfute cette idée de verrouillage des postes-clés ». « D'ailleurs, vous me citez des gens qui ont été élus et non nommés », ajoute-t-il.

Les « Bloch » ont-ils des postes stratégiques parce qu'ils font partie de ce groupe et qu'ils ont une vision « managériale » de l'université, comme le pensent les « Vernant » ? Ou, au contraire, parce qu'ils ont une réflexion plus aboutie sur l'avenir de l'université ? Ces liens entre les décideurs de l'Université française seront peut-être bientôt plus clairs. Le séminaire « Politiques des sciences » de l'IEHSS, qui travaille sur l'émergence de nouveaux rapports sociaux dans l'université, a en effet constitué une base de données de près de 5 000 noms pour « observer les trajectoires des décideurs, comprendre où sont les vrais lieux de pouvoir, comment les gens circulent d'un groupe à un autre », explique Christian Topalov, directeur d'études. Pour le chercheur, l'origine de

Quand le président a choisi de reconduire M<sup>me</sup> Fioraso, il savait tout cela. Mais il fallait une femme, une femme prête à troquer son maroquin de ministre contre un titre de secrétaire d'Etat et, surtout, à pouvoir vivre la même politique : il n'était pas question de revenir sur l'autonomie instaurée en 2007 et remaniée en 2013.

## Quelques réformes

C'est sans doute ce qui a empêché Isabelle This Saint-Jean, dont le nom circulait, de reprendre le baï de la rue Descartes. L'université reste marquée par son rôle dans la mobilisation des enseignants-chercheurs de 2009. Du reste, le bilan de M<sup>me</sup> Fioraso pouvait rassurer



Une partie des opposants à la politique de Geneviève Fioraso se sont réunis, lundi 28 avril, à l'IEHSS, à Paris. JULIEN MUGET/IPS POUR ELE MONDES

« Marc Bloch » est à chercher du côté de la Conférence des présidents d'université.

De l'avis général, l'initiative de sa constitution revient à Jean-Loup Salzman, président de Paris-XIII-Nord. Avec Vincent Berger (alors président de Paris-Diderot), Lionel Collet (lyon-I-Claude-Bernard), Jean-Yves Méridol (ENS Cachan) et quelques autres, ils décident de préparer le retour de la gauche en

## La bataille entre les deux groupes met au jour deux conceptions antagonistes du supérieur

2011. « Nos fonctions requerraient un droit de réserve que la signature "Marc Bloch" nous permettait de respecter », confie l'un d'eux.

Au départ, le groupe s'appelait « les 59 ». Patrick Hetzel, aujourd'hui député UMP, se souvient de sa surprise, le 4 juillet 2011, à la lecture des Echos. « J'y avait une tribune d'un mystérieux groupe Marc Bloch, raconte celui qui, à l'époque, était directeur de l'enseignement supérieur. Au conseil national de l'enseignement supérieur qui a suivi, chacun regardait son voisin en se demandant qui en faisait partie... Le groupe se disait composé de 59 présidents d'université, directeurs d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche et hauts fonctionnaires, cela faisait du monde. » Deux noms émergent rapidement : Lionel Collet et Axel Kahn. L'agence éducation et formation

(AEF) les mentionne début 2012 comme porte-parole. Ils ne démentent pas, même si M. Kahn refuse aujourd'hui cette appartenance.

Les « Vernant », eux, sont « 59 franciliens farouchement opposés aux projets de regroupements prévus en Ile-de-France ». Ils se sont rassemblés en janvier 2014, dans un groupe baptisé « Collectif pour une université confédérale, réseau Abé-lard ». A l'origine, c'est « un petit groupe d'une trentaine de personnes travaillant à Paris-Diderot, issu d'antités datant du mouvement de 2009 », dit l'un d'eux.

Ils sont préoccupés par la politique de rapprochement des universités menée par la ministre, notamment en Ile-de-France où ils sont en poste. 'Tous sont « en faveur d'une confédération universitaire » et non de fusions. Dans un premier temps, ils lancent une pétition que de nombreux universitaires français signent. Le 9 février, ils tweetent leur premier message : « Être le grain de sable que les plus lourds engins écrasent tout sur leur passage, ne réussissent pas à briser. » La phrase est de Jean-Pierre Vernant. Le message est clair : la base contre l'élite. Les enseignants-chercheurs contre les managers. « Vernant », c'est l'anti-« Bloch ».

Cette opposition met au jour deux conceptions antagonistes de l'enseignement supérieur, preuve pour certains que la gauche française reste divisée sur le sujet. Elle peut aussi s'interpréter comme une résurgence de la ligne de front qui, en 2009, a opposé les universitaires – de base – et les présidents d'université. ■

MARTYNE BAUMARD

## Geneviève Fioraso, une secrétaire d'Etat menacée ?

M. Hollande. En deux ans, elle a réussi à mener quelques réformes, certes modestes, sans fêter la foule dans la rue.

Le vent tournerait-il ? Pascale Laborier et Marie-Laure Basilien, les deux universitaires qui ont écrit le texte de la pétition début avril font vivre l'opposition (une page Facebook créée, bientôt un site Web, un événement peut-être en juin). Les réseaux qui, en 2009, s'étaient mobilisés, en vain, contre la réforme du statut d'enseignant-chercheur reprennent contact. Mais le vrai risque est ailleurs. Comme toujours, le pouvoir craint de voir les étudiants descendre dans la rue. Leur manque d'en-

thousiasme à soutenir leurs pro-

féssesurs, en 2009, avait joué un grand rôle dans l'issue du conflit. Or, M<sup>me</sup> Fioraso survole l'université étudiante comme le lait sur le feu.

Elle les consulte, les ménage. La nomination de Benoît Hamon à la tête du grand ministère apparaît comme une garantie supplémentaire pour l'UNEF. Le ministre exerce une certaine influence sur les anciens du syndicat étudiant. Il a en outre prouvé, durant l'affaire Leonarda, qu'il savait parler aux associations de jeunesse. A peine arrivé, il précisait aux étudiants qu'il n'augmenterait pas les droits d'inscription... Un parti pris qui diminue d'autant le « risque Fioraso ». ■

BENOÎT FLOCH

## Au cœur de la fronde, les communautés d'universités

C'EST PEUT-ÊTRE son dernier combat. Et malgré sa « fatigue », sa « lassitude » et une « certaine résignation » après un long tunnel de réformes, la communauté universitaire veut le mener jusqu'au bout. Lundi 28 avril, une partie des opposants à Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche, ont débattu pendant quatre heures d'un sujet brûlant pour les établissements : la création de communautés d'universités et d'établissements (Commue). L'un des objectifs de la loi votée en juillet 2013 est de simplifier l'organisation des établissements et de passer de 150 contrats à une trentaine. Pour ce faire, les universités peuvent fusionner, s'associer ou créer une Commue.

Le principe de l'association est plutôt prévu pour des regroupements de grande taille, comme à Strasbourg ou pour de petits établissements relevant d'autres ministères. Dans tous les autres cas, le ministre estime que lorsqu'il n'y a rien de justifié que l'un des établissements membres joue le rôle de chef de file, la meilleure solution est celle de la Commue. D'ores et déjà, il a prévu que sur les vingt-sept ex-PRES (pôle de recherche et d'enseignement supérieur), dix-sept dont sept en Ile-de-France doivent évoluer en Commue d'ici juillet. Objectif : s'accorder sur l'offre de formation et pourquoi pas mutualiser les moyens dans les domaines numériques, international...

Ala manoeuvre pour dénoncer les Commue : le groupe Jean-Pierre Vernant, qui regroupe une cinquantaine d'enseignants-chercheurs. Ce lobby défend avec vigueur le modèle de l'association pour la région Ile-de-France. Selon Bruno Andreotti, professeur à Paris-VII et membre de ce groupe, qui a animé une partie de la soirée, « il ne s'agit rien moins que de placer l'ensemble des décisions importantes en matière de budget, de formation et de recherche hors de portée des universités proprement dites, de leurs personnels et de leurs étudiants, pour les remettre entre les mains d'une nouvelle décideurs au sommet d'une nouvelle couche du millefeuille du supérieur ». En cause aussi, le man-

que de démocratie de cette structure qui empêche tout contre-pouvoir. De fait, le scrutin direct pour désigner les représentants des établissements au conseil d'administration a été supprimé par un amendement adopté en catimini lors du vote de la loi sur l'agriculture. Toute représentation minoritaire est ainsi éliminée.

## « Alors on disparaîtra »

Plus généralement, les enseignants-chercheurs dénoncent le « chantage » exercé par le ministre pour que les universités choisissent la Commue. Comme s'il n'y avait pas d'alternative. Comme à Paris-VIII par exemple, qui discute avec Paris-X-Nanterre. « On nous dit : si on fait une association, il nous faut un chef de file et, dans ce cas, nous allons être mangés par Nanterre, relate Jean-Louis Fournel, ancien président de Sauvons l'université et professeur à Paris-VIII. Et si on ne fait pas de Commue, on disparaîtra car nous n'avons pas d'argent du ministère. » Partout, les opposants à cette nouvelle gouvernance, les enseignants-chercheurs tentent de mobiliser leurs collègues. Des assemblées générales sont prévues, des pétitions sont lancées.

« Le combat sur la Commue est le plus important, après on phie les gaules et on a perdu, lâche Jean-Pierre Fournel. Il faut convaincre que si on laisse passer la Commue, on n'a plus qu'à aller cultiver son jardin. » Pour un autre universitaire, si les Commue passent « alors là, on sera vraiment fichu ».

Sur ce sujet brûlant, il a été beaucoup question au cours de cette soirée du groupe Marc Bloch, critiqué pour « truster » les postes-clés dans le supérieur. L'un des exemples de cette endogamie est illustre, selon eux, avec l'ex-PRES Sorbonne-Paris-Cité (qui regroupe notamment Paris-III, V, VII et XIII) présidé par Jean-Yves Méridol, ex-conseiller enseignant supérieur de l'Elysee, et remplacé à ce poste par Vincent Berger, ex-président de Paris-VII. Sans compter Jean-Loup Salzman, président de Paris-XIII et de la Conférence des présidents d'université et l'un des initiateurs de ce groupe. ■

MATHEIE BRAEFMAN